

ENTREPRISES

Ethique et Cie

Entreprendre pour changer le monde? C'est le pari de ces patrons atypiques qui ont fait de la lutte contre l'exclusion ou du respect de l'environnement des objectifs aussi prioritaires que la rentabilité. Voyage au cœur d'une économie sociale convertie à l'efficacité ● Valérie Lion

Il y a deux ans, Hervé Guétin gagnait 40 000 € par an et roulait en Audi. A 25 ans, ce jeune diplômé de l'Iscom, une école de communication et de publicité, avait manifestement réussi son entrée dans la vie active. Chargé de marketing produit chez un éditeur de logiciels antivirus, sa voie semblait toute tracée. Seul hic, elle ne satisfait pas son envie la plus profonde : s'engager pour la collectivité. Avec Stéphane Martin, son meilleur ami, diplômé de l'Essec-Epsci, ils veulent « participer à la construction d'un monde meilleur ». Idéalistes ? Pragmatiques plutôt ! En juin 2004, les deux compères créent Seyes Pullover. Une marque de vêtements pas comme les autres : un cahier des charges exigeant, tenant compte à chaque étape des conséquences sociales et environnementales de l'activité, et une transparence totale sur la chaîne de production, de la matière première à l'assemblage final. « Pourquoi ne serait-il pas possible de combiner une activité économique avec un faible impact environnemental et une plus-value sociale ? interroge Hervé. Une entreprise, ce

n'est pas forcément mauvais. » Choix d'un coton biologique, cultivé en Turquie, volonté d'assurer la teinture, le tricotage et la confection en France, afin d'y maintenir des emplois et de réduire au minimum les pollutions occasionnées par le transport... Les jeunes créateurs n'ont rien laissé au hasard. Ils se sont même préoccupés de ce que deviendraient leurs pulls une fois déclassés : une visite chez Emmaüs les a convaincus de concevoir des modèles le plus simples possible, en matière naturelle et sans accessoire superflu, pour faciliter le recyclage. « Nous voulions entreprendre de façon intelligente, en respectant ce qui nous entoure », résume Stéphane Martin. Lui et son complice ne se versent pas encore de salaire, mais cela ne les empêche pas de réfléchir déjà à l'utilisation de leurs profits à venir. Financer des ONG fait partie de leurs projets.

Comme eux, de plus en plus de jeunes diplômés et de cadres expérimentés rêvent de changer le monde à travers l'entreprise. « Ils ont envie de mettre du sens dans la création d'entreprise, explique Tarik Ghezali, jeune chargé de mission à l'Agence

de valorisation des initiatives socio-économiques (Avisé). Ils incarnent la vision moderne de l'économie sociale. Celle-ci a toujours existé, mais elle était portée par des gens qui baignaient dedans. » L'abbé Pierre, fondateur d'Emmaüs, a sans aucun doute été le premier « entrepreneur social » de l'après-guerre.

Le refus de toute vision misérabiliste

Entreprendre pour changer le monde, l'ambition n'est donc pas nouvelle. Mais l'arrivée de profils élevés au biberon du libéralisme bouscule le secteur. Commerce équitable, lutte contre l'exclusion, protection de l'environnement, ils investissent ces domaines avec l'énergie des bâtisseurs. Refusant une vision misérabiliste, ils cassent les frontières entre les mondes de l'économie sociale et de l'économie classique. Non sans mal. « Pour les uns, ce sont des traîtres à la cause, pour les autres, des illuminés », résume Olivier Kayser, vice-président d'Ashoka Europe, une association qui soutient ces entrepreneurs pas comme les autres (lire l'encadré page 112).

Jean-Marc Borello, délégué général du Groupe SOS, n'a

cure de ces débats. Cet ancien éducateur de rue, qui a travaillé dans les cabinets ministériels des premiers gouvernements de gauche après 1981, avant de seconder Régine dans la gestion de ses restaurants parisiens, a l'habitude de naviguer d'un monde à l'autre. SOS Drogue International, l'association qu'il a créée avec la chanteuse en 1984, a donné naissance à un groupe employant aujourd'hui 2 000 personnes. De la prise en charge médicale des toxicomanes à leurs problèmes de logement et d'insertion, l'homme et ses équipes n'ont cessé d'innover : lieux d'accueil pour la nuit, communautés thérapeutiques, etc. En 1997, le Groupe SOS reprend un restaurant pour aider les jeunes à renouer avec l'emploi. Essai concluant.

Aujourd'hui, la filiale Alternaterra gère sept entreprises d'insertion, du traiteur de réception à la plate-forme de commerce équitable, en passant par l'édition et l'organisation d'événements. « Ajouter des entreprises aux structures associatives, cela change tout, reconnaît Jean-

PHOTOS: J. CHATIN/POUR L'ESPRESSO

